

Art. 2. Aux membres du personnel, visés à l'article 1^{er}, appartenant, en vertu de l'arrêté royal du 27 juillet 1990 transférant les membres du personnel de la Société nationale terrienne à la Région flamande et en vertu de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 12 septembre 1990 relatif au transfert du personnel de la Région flamande à la Société flamande du Logement, à l'effectif dudit organisme, s'appliquent les articles 2 jusque et y compris 8 de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 28 novembre 1990 accordant des chèques-repas au personnel des Services de l'Exécutif flamand et de certaines personnes morales de droit public relevant de la Communauté flamande et/ou de la Région flamande.

Art. 3. § 1. Aux membres du personnel, visés à l'article 1^{er}, occupés directement par la Société flamande du Logement, s'appliquent les articles 2 jusque et y compris 7 de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 28 novembre 1990, cité à l'article 2.

La cotisation du personnel de F 50 par chèque, fixée à l'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 28 novembre 1990, sera payée au reçu des chèques-repas.

§ 2. Les dépenses pour ces chèques-repas seront imputées à la Société flamande du Logement.

Art. 4. § 1. Il est octroyé aux membres du personnel, visés à l'article 1^{er}, en vertu de l'arrêté royal du 27 juillet 1990 transférant les membres du personnel de la Société nationale du Logement à la Région flamande et en vertu du décret du 21 décembre 1988 portant création de la Société flamande du Logement, pour la période du 1^{er} novembre 1990 au 31 décembre 1990 et aux conditions suivantes, des chèques-repas ayant une valeur nette de F 3 000.

1^o les membres du personnel effectuant des prestations à temps plein, reçoivent 100 chèques de F 80 dont F 50 sont supportés par les membres du personnel et F 30 par l'organisme;

2^o pour les membres du personnel effectuant des prestations réduites le montant de chèques sera réduit au prorata du régime des prestations; le régime des prestations sera déterminé sur base d'une période de référence allant du 1^{er} septembre 1989 au 31 août 1990;

3^o pour les membres du personnel qui sont entrés en service après le 1^{er} septembre 1989 et au plus tard le 31 août 1990, le montant de chèques-repas est calculé comme suit :

$$(100 \times \frac{\text{le nombre de jours prestés jusqu'au 31 août inclus}}{\text{le nombre de jours de travail en service pendant la période de référence}})$$

4^o pour l'application des points 2 et 3, il ne sera pas tenu compte lors de l'appréciation des absences, du congé annuel, de congés exceptionnels, du congé de maternité, de toutes formes de congés de maladie, de congés à des jours fériés légaux ou autres, congé pour cause d'accidents de travail ou accidents survenus sur le chemin de travail, du congé-éducation, congé pour adoption et tutelle, congé syndical ou congé politique;

5^o pour les calculs visés aux points 2^o et 3^o, le montant des chèques-repas est arrondi, la fraction étant inférieure à 0,5 à l'unité inférieure et la fraction égale ou supérieure à 0,5 à l'unité supérieure;

6^o la cotisation du personnel de F 50 par chèque, visée au point 1^o, sera payée au reçu des chèques.

§ 2. Les dépenses des chèques-repas des membres du personnel, visés au § 1^{er}, seront imputées à la Société flamande du Logement.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1^{er} novembre 1990.

Art. 6. Le Ministre communautaire de l'Aménagement du Territoire et du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 décembre 1991.

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Aménagement du Territoire et du Logement,
L. WALTNIEL

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 92 — 298

[S-C — 27023]

10 OCTOBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif
autorisant la capture de cerfs au moyen d'une trappe, de filets ou d'un fusil anesthésiant
dans le périmètre du Conseil cynégétique des Hautes Fagnes

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, notamment les articles 1^{er}, 9 bis et 36, 4^o;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 avril 1991 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1991-1992 dans la Région wallonne;

Vu la requête introduite par le Laboratoire de la Faune sauvage et de Cynégétique de la Station de Recherches forestières de Gembloux;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de permettre dans les plus courts délais l'organisation de la capture scientifique de cerfs dans le périmètre du Conseil cynégétique des Hautes Fagnes;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. En application des dispositions de l'article 36, 4^o, de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, et par dérogation à celles de l'article 10 de l'arrêté de l'Exécutif du 19 avril 1991 fixant l'ouverture et la fermeture de la chasse pour la saison 1991-1992 dans la Région wallonne, la capture de quarante cerfs est autorisée au Laboratoire de la Faune sauvage et de Cynégétique de la Station de Recherches de Gembloux, dans le périmètre du Conseil cynégétique des Hautes Fagnes, entre le 1er décembre 1991 et le 30 juin 1992.

Cette capture scientifique et momentanée ne peut se faire qu'au moyen d'une trappe, de filets ou d'un fusil anesthésiant, sous contrôle de l'agent forestier du triage et après autorisation écrite du titulaire du droit de chasse.

Art. 2. Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er décembre 1991.

Namur, le 10 octobre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des PME et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale,
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

E. HISMANS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 92 — 298

[S-C — 27023]

**10. OKTOBER 1991. — Erlaß der Exekutive,
durch den der Fang von Hirschen mit einer Falle, mit Jagdnetze oder mit einem Betäubungsgewehr
in den Königlichen Jagdgründen des Hohen Venns zugelassen wird**

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, insbesondere der Artikel 1 9bis und 36 4^o;
Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. April 1991 zur Festlegung der Jagd- und Schonzeiten für die Jagdsaison 1991-1992 in der Wallonischen Region;

Aufgrund des Antrags, den das Labor für Wildbestände und Waidwerk der Station für Forschungen auf dem Gebiet der Forstwissenschaft von Gembloux eingereicht hat;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es notwendig ist, so schnell wie möglich den Fang von Hirschen zu wissenschaftlichen Zwecken in den Königlichen Jagdgründen des Hohen Venns zu ermöglichen;

Auf Vorschlag des Ministers der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur und den Industriezonen für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. In Anwendung der Bestimmungen des Artikels 36 4^o des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd und in Abweichung der Bestimmungen des Artikels 10 des Erlasses der Exekutive vom 19. April 1991 zur Festlegung der Jagd- und Schonzeiten für die Jagdsaison 1991-1992 in der Wallonischen Region darf das Labor für Wildbestände und Waidwerk der Station für Forschungen auf dem Gebiet der Forstwissenschaft von Gembloux vierzig Hirsche in den Königlichen Jagdgründen des Hohen Venns zwischen dem 1. Dezember 1991 und dem 30. Juni 1992 fangen.

Dieser vorübergehende wissenschaftliche Fang darf nur mit einer Falle, mit Jagdnetze oder mit einem Betäubungsgewehr, unter der Aufsicht des technischen Bediensteten der Forstverwaltung des Reviere und nach einer schriftlichen Genehmigung des Jagdausübungsberechtigten erfolgen.

Art. 2. Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur und den Industriezonen für die Wallonische Region wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 3. Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Dezember 1991 in Kraft.

Namur, den 10. Oktober 1991

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung,
der Erhaltung der Natur und den Industriezonen für die Wallonische Region,

E. HISMANS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 92 — 298

[S-C — 27023]

10 OKTOBER 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot toelating van de vangst van edelherten bij middel van een val, een net of een geweer voor het inspuiten van een verdovingsmiddel in de perimeter van de Jachtraden van de Hoge Venen

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, inzonderheid op artikelen 1, 9bis en 36,4°;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 april 1991 houdende vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1991-1992 in het Waalse Gewest;

Gelet op het verzoek ingediend door het Laboratorium voor Faunabeheer en Jachtkunde van het Station voor Bosonderzoek te Gembloux;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de noodzaak in de kortste termijnen de organisatie van een vangst met wetenschappelijk doeleinde toe te laten in de perimeter van de Jachtraden van de Hoge Venen;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

Besluit :

Artikel 1. Met toepassing van de bepalingen van artikel 36, 4, van de jachtwet van 28 februari 1882 en in afwijking van dewelke voorzien zijn in artikel 10 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 april 1991 houdende vaststelling van de opening en de sluiting van de jacht voor het seizoen 1991-1992 in het Waalse Gewest, wordt de vangst van veertig edelherten toegestaan aan het Laboratorium voor Faunabeheer en Jachtkunde van het Station voor Bosonderzoek te Gembloux, in de perimeter van de Jachtraden van de Hoge Venen tussen 1 december 1991 en 30 juni 1992.

Deze tijdelijke vangst met een wetenschappelijk doeleinde kan enkel plaatsvinden bij middel van een val, een net of een geweer voor het inspuiten van een verdovingsmiddel, onder controle van de houtvester en na schriftelijke toelating van de houder van het jachtrecht.

Art. 2. De Minister van het Waalse Gewest voor Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking op 1 december 1991.

Namen, 10 oktober 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Tewerkstelling,
belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

E. HISMANS

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRÊTÉS

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

9 DECEMBER 1991. — Koninklijk besluit waarbij de N.V. Distrigas ertoe gemachtigd wordt de onteigening in naam van de Staat, maar op eigen kosten, te verrichten van de onroerende goederen nodig voor de oprichting en de uitbating van de gasvervoerleiding Braine-le-Comte (Ronquières)/Anderlecht (De Lo) op het grondgebied van de gemeente Tubize, 1e afdeling (inneming in het perceel sectie A, deel van nr. 342g)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 juli 1962 betreffende de onteigeningen ten algemene nutte en de concessies voor de bouw van de autosnelwegen, inzonderheid het artikel 5;

Gelet op de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige produkten en andere door middel van leidingen, inzonderheid artikel 14;

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

9 DECEMBRE 1991. — Arrêté royal autorisant à la S.A. Distrigaz à poursuivre au nom de l'État, mais à ses frais, conformément à la procédure d'extrême urgence, l'expropriation des biens immeubles nécessaires à l'établissement et à l'exploitation de la canalisation de transport de gaz Braine-le-Comte (Ronquières)/Anderlecht (De Lo) sur le territoire de la commune de Tubize, 1^{re} division (emprise dans la parcelle section A, partie du n° 342g)

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction des autoroutes, notamment l'article 5;

Vu la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, notamment l'article 14;